



LIMINAIRE A LA CAPL N°2 DU 30 JUIN 2017

Monsieur, Madame le/la Président(e),

Depuis le 1^{er} janvier, les élus nationaux de Solidaires Finances Publiques boycottent systématiquement toutes les premières convocations des CAP nationales.

Bien évidemment, la défense des agents est assurée par la présence des élus nationaux lors des deuxièmes convocations des CAP nationales.

La même action intersyndicale est prévue pour l'ensemble des CAP locales sur tout le territoire.

Le dialogue social à la DGFIP est au plus mal depuis de nombreux mois. Il se dégrade aussi ostensiblement à la DDFIP des Pyrénées-Orientales.

Le directeur général a unilatéralement décidé en fin d'année de réduire les droits des élus pour remplir leur mandat. Il vous demande à vous d'en être le fossoyeur, en faisant voter un Règlement Intérieur dont le seul et unique but est d'encadrer strictement notre activité syndicale pour mieux la décrédibiliser et la délégitimer.

C'est donc le droit des agents à être défendu en CAP qui est attaqué !

Nous sommes déterminés à nous battre pour permettre aux agents d'être défendu correctement dans chacune des instances qui vous concernent.

Nous n'aurions donc pas dû nous présenter à cette séance, mais dans le respect du mandat que nous ont accordé les agents de la DDFIP lors des élections professionnelles, nous tiendrons notre place et notre rôle de représentants des personnels dans cette CAPL.

Alors que les projets de mouvement des agents de catégorie A, B et C, ont été diffusés, l'Administration choisit d'ignorer la situation catastrophique en termes d'effectifs et de postes laissés vacants, et de laisser les agents vivre au quotidien la déliquescence de leurs conditions de travail.

Pire, elle assume pleinement ses choix, sans le moindre remords et n'avançant plus pour seul argument que celui de la contrainte budgétaire...

Cette CAPL doit se prononcer sur l'approbation de modification du Règlement Intérieur des CAPL B, voulue et imposée par la DG, en cours de mandat.

C'est inadmissible, et une fois encore vous allez faire payer aux agents l'incompétence de notre haute hiérarchie !!!

Les élus de Solidaires Finances Publiques voteront donc contre ce nouveau Règlement Intérieur et toutes les régressions qu'il ne manquera pas de générer.